Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Ouest

Code géographique : 66047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S5
États financiers audités S6 - S25
Renseignements financiers non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30
Taux global de taxation réel audité S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières S54
Données prévisionnelles non auditées S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valentina Maria Todoran, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Ouest (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Montréal-Ouest (Nom de l'organisme) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-29 (Date).

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-03-16

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Montréal-Ouest , et qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal-Ouest au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de la dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Montréal-Ouest inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S17, S18, S23 et S25, portent sur l'établissement du l'excédent de l'exercice et la ventilation

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

NOM DU CABINET Daniel Tétreault, CPA inc.

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2018-03-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	13 503 556	13 612 748	13 228 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	241 441	238 790	212 142
Quotes-parts	3			
Transferts	4	179 252	1 660 401	807 376
Services rendus	5	641 145	763 173	780 482
Imposition de droits	6	496 500	919 374	754 919
Amendes et pénalités	7	120 000	129 268	152 553
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	115 000	122 774	140 430
Autres revenus	10		26 460	67 915
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	15 296 894	17 472 988	16 144 044
Charges				
Administration générale	14	2 416 519	2 563 416	2 584 685
Sécurité publique	15	2 868 581	2 883 612	2 877 134
Transport	16	4 202 403	4 967 689	4 681 049
Hygiène du milieu	17	1 040 731	1 656 477	1 581 052
Santé et bien-être	18	11 778	11 836	11 921
Aménagement, urbanisme et développement	19	305 035	319 467	335 455
Loisirs et culture	20	2 709 075	2 909 417	2 660 227
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	556 524	474 704	490 943
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 110 646	15 786 618	15 222 466
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 186 248	1 686 370	921 578
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 847 243	14 925 665
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		15 847 243	14 925 665
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		17 533 613	15 847 243

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 655 462	2 728 431
Débiteurs (note 5)	2	6 394 290	5 633 523
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	548 600	438 900
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	8 598 352	8 800 854
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 296 113	2 443 478
Revenus reportés (note 12)	12	158 645	160 558
Dette à long terme (note 13)	13	16 667 000	18 297 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	20 121 758	20 901 036
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(11 523 406)	(12 100 182)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	28 887 135	27 710 265
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	169 884	237 160
	21	29 057 019	27 947 425
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	17 533 613	15 847 243

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 186 248	1 686 370	921 578
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(22 500)	(3 008 363)	(1 294 770)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 831 493	1 756 075
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(22 500)	(1 176 870)	461 305
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		67 276	26 177
	11		67 276	26 177
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 163 748	576 776	1 409 060
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(12 100 182)	(13 509 242)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(12 100 182)	(13 509 242)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(11 523 406)	(12 100 182)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 686 370	921 578
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 831 493	1 756 075
Autres			
-	3		
-	4		
	5	3 517 863	2 677 653
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(760 767)	492 235
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	852 635	851
Revenus reportés	9	(1 913)	84 564
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(109 700)	(96 100)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	67 276	26 177
	14	3 565 394	3 185 380
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 008 363)	(1 294 770)
Produit de cession	16		
	17	(3 008 363)	(1 294 770)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		860 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 630 000)	(1 773 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 630 000)	(913 300)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 072 969)	977 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 728 431	1 751 121
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	2 728 431	1 751 121
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 655 462	2 728 431

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Ouest (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1299-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

n/a

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la ville de Montréal-Ouest, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les stocks destinés à la revente;
Les prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.
Ils sont classés par grandes catégories :

- Les découverts bancaires;
- Les emprunts bancaires;
- Les créditeurs et charges à payer;
- Les revenus reportés;
- Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
- Les dettes à long terme.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations determines

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge de l'exercice est établie par les éléments suivants : le coût des services rendus de l'exercice pour l'employeur; le coût net des services passés de l'exercice découlant d'une modification; l'amortissement des pertes (gains) actuarielles; les pertes (gains) découlant d'événements spéciaux (règlement, compression, prestation de cessation d'emploi, etc.); et l'augmentation (réduction) de la provision pour moins-value. Dans l'établissement de la charge de l'exercice, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des actifs du régime et la valeur des obligations au titre des prestations constituées, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2017 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le montant à pourvoir de la Ville de Montréal-Ouest est nul au 31 décembre 2017.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

La Loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi au Régime de retraite des salariés de la Ville de Montréal-Ouest

Aucun nouvel effet de l'application de la Loi doit être constaté en 2017.

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
s.o.

I) Instruments financiers
S.O.

J) Autres éléments
n/a

3. Modification de méthodes comptables
s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 655 462	2 728 431
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 655 462	2 728 431
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	667 715	585 360
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 328 293	4 284 086
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 390 035	749 624
Organismes municipaux	15	13 529	6 752
Autres			
-	16	(5 282)	7 701
-	17		
	18	6 394 290	5 633 523
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 970 278	3 392 816
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	401 000	493 854
	22	3 371 278	3 886 670
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	548 600	438 900
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	548 600	438 900
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	257 500	151 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	12 872	12 677
	43	270 372	163 877

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

10. Emprunts temporaires

11. Créditeurs et charges à payer

		2017	2016
Fournisseurs	47	1 300 165	755 309
Salaires et avantages sociaux	48	804 142	707 361
Dépôts et retenues de garantie	49	288 385	186 733
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus - LTD	53	182 499	198 511
- Régime de retraite	54	28 585	28 585
-	55		
- Courus	56	692 337	566 979
-	57		
	58	3 296 113	2 443 478

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	73 215	73 215
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenues	66	58 061	59 974
- Fonds de stationnement	67	27 369	27 369
-	68		
-	69		
	70	158 645	160 558

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2017	2016
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,26	2,89	2019	2021	71	16 667 000	18 297 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	16 667 000	18 297 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( )	( )
					81	16 667 000	18 297 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2017
2018	82	90	1 470 000	98		107		115	1 470 000
2019	83	91	1 444 000	99		108		116	1 444 000
2020	84	92	1 490 000	100		109		117	1 490 000
2021	85	93	1 049 000	101		110		118	1 049 000
2022	86	94	949 000	102		111		119	949 000
2023 et +	87	95	10 265 000	103		112		120	10 265 000
	88	96	16 667 000	104		113		121	16 667 000
Intérêts et frais accessoires				105	( )			122	( )
	89	97	16 667 000	106		114		123	16 667 000

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2017	2016
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(11 523 406)	(12 100 182)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )	( )
Autres	126	( )	( )
	127	(11 523 406)	(12 100 182)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	6 956 569	156	503 737	183		210	7 460 306
Eaux usées	129	9 751 008	157	959 554	184		211	10 710 562
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	15 482 441	158	880 417	185		212	16 362 858
Autres	131	4 527 637	159	524 090	186		213	5 051 727
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	4 602 877	161	29 158	188		215	4 632 035
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	3 341 553	163	57 794	190		217	3 399 347
Ameublement et équipement de bureau	136	390 618	164	53 613	191		218	444 231
Machinerie, outillage et équipement divers	137	616 600	165		192		219	616 600
Terrains	138	387 371	166		193		220	387 371
Autres	139	403 158	167		194		221	403 158
	140	46 459 832	168	3 008 363	195		222	49 468 195
Immobilisations en cours	141		169		196		223	
	142	46 459 832	170	3 008 363	197		224	49 468 195
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	2 242 461	171	309 434	198		225	2 551 895
Eaux usées	144	3 484 919	172	383 681	199		226	3 868 600
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	5 553 386	173	589 845	200		227	6 143 231
Autres	146	1 387 751	174	208 968	201		228	1 596 719
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	2 743 594	176	154 055	203		230	2 897 649
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	2 316 041	178	116 793	205		232	2 432 834
Ameublement et équipement de bureau	151	163 158	179	42 407	206		233	205 565
Machinerie, outillage et équipement divers	152	473 508	180	16 828	207		234	490 336
Autres	153	384 749	181	9 482	208		235	394 231
	154	18 749 567	182	1 831 493	209		236	20 581 060
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	27 710 265					237	28 887 135
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	( )	242	( )	244	( )	246	( )
Valeur comptable nette	240						247	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250		
	251		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payes d'avance	254	88 344	103 469
-	255		
-	256		
Autres			
-	257	81 540	133 691
-	258		
	259	169 884	237 160
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	260		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261		
Autres revenus	262		
	263		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264		
Variation de la provision pour moins-value	265		
	266		
Autres charges	267		
	268		
Excédent (déficit) de l'exercice	269		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	( )	( )
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	286		
Revenus sur les prêts aux entreprises	287		
Autres revenus	288		
	289		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	290		
Variation de la provision pour moins-value	291		
	292		
Intérêts sur la dette à long terme	293		
Autres charges	294		
	295		
Excédent (déficit) de l'exercice	296		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	( )	( )
	302		
	303		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	304		
Revenus reportés	305		
Dette à long terme	306		
	307		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308		
Excédent (déficit) non affecté	309		
	310		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	311		
Supportant les engagements de prêts	312		
	313		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

20. Obligations contractuelles

n/a

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

n/a

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

n/a

d) Autres

n/a

22. Redressement aux exercices antérieurs

n/a

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S16

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 503 556	13 612 748		13 612 748	13 228 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	241 441	238 790		238 790	212 142
Quotes-parts	3					
Transferts	4	179 252	217 701		217 701	228 385
Services rendus	5	629 800	763 173		763 173	780 482
Imposition de droits	6	496 500	919 374		919 374	754 919
Amendes et pénalités	7	120 000	129 268		129 268	152 553
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	115 000	122 774		122 774	140 430
Autres revenus	10	11 345	26 460		26 460	
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	15 296 894	16 030 288		16 030 288	15 497 138
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 442 700		1 442 700	578 991
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					67 915
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		1 442 700		1 442 700	646 906
	21	15 296 894	17 472 988		17 472 988	16 144 044
Charges						
Administration générale	22	2 416 519	2 481 653	81 763	2 563 416	2 584 685
Sécurité publique	23	2 868 581	2 863 595	20 017	2 883 612	2 877 134
Transport	24	4 202 403	4 057 326	910 363	4 967 689	4 681 049
Hygiène du milieu	25	1 040 731	961 188	695 289	1 656 477	1 581 052
Santé et bien-être	26	11 778	11 836		11 836	11 921
Aménagement, urbanisme et développement	27	305 035	319 467		319 467	335 455
Loisirs et culture	28	2 709 075	2 785 356	124 061	2 909 417	2 660 227
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	556 524	474 704		474 704	490 943
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		1 831 493	(1 831 493)		
	33	14 110 646	15 786 618		15 786 618	15 222 466
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 186 248	1 686 370		1 686 370	921 578

12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 186 248	1 686 370	921 578
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(1 442 700)	(646 906)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 186 248	243 670	274 672
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 831 493	1 756 075
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 831 493	1 756 075
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 163 748)	(1 114 606)	(1 389 094)
	18	(1 163 748)	(1 114 606)	(1 389 094)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(22 500)	(524 800)	(437 856)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			254 300
Excédent de fonctionnement affecté	21		30 900	31 861
Réserves financières et fonds réservés	22		(40 578)	(40 578)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(22 500)	(534 478)	(192 273)
	26	(1 186 248)	182 409	174 708
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		426 079	449 380

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017 Réalisations	2016 Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 442 700	646 906
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(82 771)	(209 033)
Sécurité publique	3	( )	(47 412)
Transport	4	(1 369 234)	(532 071)
Hygiène du milieu	5	(1 463 290)	(386 497)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(93 068)	(119 757)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(3 008 363)	(1 294 770)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		162 466
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	524 800	437 856
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		4 982
Excédent de fonctionnement affecté	16	20 943	37 781
Réserves financières et fonds réservés	17	39 737	
	18	585 480	480 619
	19	(2 422 883)	(651 685)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(980 183)	(4 779)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	3 915 426	3 815 853	3 545 840
Charges sociales	2	912 106	888 829	768 158
Biens et services	3	3 499 241	3 527 103	3 375 116
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	532 224	431 621	472 207
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	24 300	43 083	18 736
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	5 121 044	5 146 152	5 183 137
Transferts	10			
Autres	11	106 305	102 484	103 197
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		1 831 493	1 756 075
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	14 110 646	15 786 618	15 222 466

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 655 939	1 229 859
Excédent de fonctionnement affecté	2	173 908	225 751
Réserves financières et fonds réservés	3	1 173 584	1 172 742
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(1 061 231)	(81 047)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 591 413	13 299 938
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	17 533 613	15 847 243
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 655 939	1 229 859
Organismes contrôlés[1]	10		
	11	1 655 939	1 229 859
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Entretien des parc	12	555	555
- Fontaine d'eau Parcs	13	308	308
- Centre communautaire	14	1 779	29 470
- Westminster intersections	15	9 852	9 852
- Greffe	16	25 762	25 762
- Arbre- Tree azin	17	3 710	3 864
- Canada Post	18	2 610	2 610
- PIIA	19		3 055
- Hôtel de Ville -fondation	20	129 332	150 275
	21	173 908	225 751
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	173 908	225 751
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 173 584	1 172 742
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 173 584	1 172 742
	48	1 173 584	1 172 742

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(1 061 231)	(81 047)
	84	(1 061 231)	(81 047)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	28 887 135	27 710 265
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	28 887 135	27 710 265
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	28 887 135	27 710 265
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(16 667 000)	(18 297 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 371 278	3 886 670
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(13 295 722)	(14 410 330)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	((3))
	100	(13 295 722)	(14 410 327)
	101	15 591 413	13 299 938

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	438 900	342 800
Charge de l'exercice	4	(257 500)	(151 200)
Cotisations versées par l'employeur	5	367 200	247 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	548 600	438 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	6 182 900	5 563 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(6 280 500)	(6 005 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(97 600)	(442 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	646 200	881 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	548 600	438 900
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	548 600	438 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	6 182 900	5 563 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(6 280 500)	(6 005 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(97 600)	(442 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	308 200	250 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		(54 500)
	20	308 200	195 900
Cotisations salariales des employés	21	(111 800)	(114 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(6 700)	(6 500)
	23	189 700	74 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	45 700	21 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		54 500
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	235 400	150 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	331 900	312 800
Rendement espéré des actifs	33	(309 800)	(312 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	22 100	300
Charge de l'exercice	35	257 500	151 200

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	390 600	382 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(309 800)	(312 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	80 800	69 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	108 400	667 500
Prestations versées au cours de l'exercice	40	256 600	343 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	6 311 000	5 538 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	45 600	44 600
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	19	22
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,80 %	2,80 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,30 %	2,30 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73	( )	( )
	74		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	78		
Variation de la provision pour moins-value	79		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 [X] Oui
110 [ ] Non

		2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	3 819	3 762
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	12 872	12 677
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	12 872	12 677

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale		
Dette à long terme	1	16 667 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 061 231
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 371 278
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 356 953
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	14 356 953
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	40 040
Autres organismes	19	797 000
Endettement total net à long terme	20	15 193 993
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	5 804 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	5 804 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	20 997 993
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 975 251	13 091 411	12 713 767
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 975 251	13 091 411	12 713 767
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-CMM	14	106 305	107 541	104 705
-taxe d'eau	15	422 000	413 796	409 755
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	528 305	521 337	514 460
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	528 305	521 337	514 460
	26	13 503 556	13 612 748	13 228 227

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	467	938	871
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	467		
	31	934	938	871
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	8 206	8 101	7 195
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	232 301	229 751	204 076
	35	240 507	237 852	211 271
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	241 441	238 790	212 142
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	241 441	238 790	212 142

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			15 520
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	94 845	94 846	92 332
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	22 750	23 316	21 089
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	6 657	6 656	7 883
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	55 000	92 883	91 561
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	179 252	217 701	228 385

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			578 991
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107		1 442 700	
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		1 442 700	578 991

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	179 252	1 660 401	807 376

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	35 000	31 722	32 962
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	35 000	31 722	32 962
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	35 000	31 722	32 962

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	4 000	8 959	22 029
	185	4 000	8 959	22 029
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210			
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	590 800	722 492	725 491
	223	590 800	722 492	725 491
Réseau d'électricité	224			
	225	594 800	731 451	747 520
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	629 800	763 173	780 482

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	81 500	150 908	154 124
Droits de mutation immobilière	228	415 000	768 466	600 795
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	496 500	919 374	754 919
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	120 000	129 268	152 553
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	115 000	122 774	140 430
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242		26 460	67 915
	243		26 460	67 915
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	244			

S28-1

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	178 195	279 346	1 355	280 701	248 252
Greffe et application de la loi	2	33 000	33 000	781	33 781	20 825
Gestion financière et administrative	3	1 193 982	1 274 391	79 627	1 354 018	1 435 761
Évaluation	4	46 089	46 315		46 315	46 648
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Agglomération	6	965 253	848 601		848 601	833 199
-	7					
	8	2 416 519	2 481 653	81 763	2 563 416	2 584 685
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 559 870	1 567 518	395	1 567 913	1 578 142
Sécurité incendie	10	870 951	878 925	9 435	888 360	896 509
Sécurité civile	11	5 121	5 146	10 187	15 333	15 610
Autres	12	432 639	412 006		412 006	386 873
	13	2 868 581	2 863 595	20 017	2 883 612	2 877 134
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 983 311	1 897 786	886 785	2 784 571	2 660 058
Enlèvement de la neige	15	697 011	726 473	13 659	740 132	532 754
Éclairage des rues	16	238 537	140 703	8 568	149 271	163 985
Circulation et stationnement	17	12 500	15 089	1 351	16 440	13 955
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 238 781	1 244 854		1 244 854	1 277 643
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	32 263	32 421		32 421	32 654
	22	4 202 403	4 057 326	910 363	4 967 689	4 681 049

S28-2

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	383 720	368 631	311 608	680 239	600 216
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	50 000	19 321	383 681	403 002	414 162
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	396 531	382 925		382 925	372 997
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	80 000	75 042		75 042	74 354
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	87 500	102 918		102 918	106 883
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	42 980	12 351		12 351	12 440
	40	1 040 731	961 188	695 289	1 656 477	1 581 052
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 121	5 146		5 146	5 183
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	6 657	6 690		6 690	6 738
	44	11 778	11 836		11 836	11 921
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	139 953	128 984		128 984	144 145
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	13 827	13 895		13 895	13 476
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	72 719	73 075		73 075	73 601
Autres	51	78 536	103 513		103 513	104 233
	52	305 035	319 467		319 467	335 455

21-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53			19 441	19 441	19 732
Patinoires intérieures et extérieures	54	608 120	631 366	17 144	648 510	559 273
Piscines, plages et ports de plaisance	55	217 309	212 084	2 205	214 289	205 707
Parcs et terrains de jeux	56	655 932	687 042	65 240	752 282	709 280
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	99 853	99 583		99 583	110 453
	60	1 581 214	1 630 075	104 030	1 734 105	1 604 445
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	765 586	791 226		791 226	689 599
Bibliothèques	62	18 849	17 748	20 031	37 779	36 977
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	3 806	5 865		5 865	4 567
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	339 620	340 442		340 442	324 639
	66	1 127 861	1 155 281	20 031	1 175 312	1 055 782
	67	2 709 075	2 785 356	124 061	2 909 417	2 660 227
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	532 224	431 621		431 621	472 207
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		22 100		22 100	300
Autres	72	24 300	20 983		20 983	18 436
	73	556 524	474 704		474 704	490 943
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		1 831 493	(1 831 493)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de Ville de Montréal-Ouest (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

[Original signé par]

NOM DU CABINET Daniel Tétreault, CPA inc.

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2018-03-16

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	13 612 748
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	728 569
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	12 884 179

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	983 526 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	983 287 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	983 407 100

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 1 | , | 3 | 1 | 0 | 2 | / 100 $

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	503 737	106 905
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	959 554	279 592
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	880 417	164 261
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	524 090	388 195
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	29 158	114 933
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	57 794	42 515
Ameublement et équipement de bureau	18	53 613	149 911
Machinerie, outillage et équipement divers	19		48 458
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 008 363	1 294 770

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	503 737	106 905
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	959 554	279 592
Autres infrastructures	27	1 404 507	552 456
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	140 565	355 817
	34	3 008 363	1 294 770

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	3 008 363	1 294 770
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	3 008 363	1 294 770

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 410 330		1 114 608	13 295 722
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 410 330		1 114 608	13 295 722
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 392 816		422 538	2 970 278
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	493 854		92 854	401 000
	12	3 886 670		515 392	3 371 278
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 886 670		515 392	3 371 278
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	3 886 670		515 392	3 371 278
	19	18 297 000		1 630 000	16 667 000
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	18 297 000		1 630 000	16 667 000

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	46 089	46 315	46 648
Autres	3	844 460	848 601	832 412
Sécurité publique				
Police	4	1 559 870	1 567 518	1 577 747
Sécurité incendie	5	847 021	851 174	859 364
Sécurité civile	6	5 121	5 146	5 183
Autres	7	22 020	22 128	22 287
Transport				
Réseau routier	8	5 633	5 661	4 147
Transport collectif	9	1 238 781	1 244 854	1 277 643
Autres	10	32 263	32 421	32 654
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	152 607	153 355	154 457
Autres	15	12 291	12 351	12 440
Santé et bien-être				
Logement social	16	5 121	5 146	5 183
Autres	17	6 657	6 690	6 738
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 363	15 438	15 549
Rénovation urbaine	19	13 827	13 895	13 476
Promotion et développement économique	20	72 719	73 075	73 601
Autres	21	1 024	1 029	1 037
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	72 207	72 561	73 082
Activités culturelles	23	167 970	168 794	169 489
Réseau d'électricité	24			
	25	5 121 044	5 146 152	5 183 137

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	10,41	35,00	19 467,25	949 568	219 114	1 168 682
Professionnels	2						
Cols blancs	3	26,42	35,00	49 079,43	1 033 059	238 379	1 271 438
Cols bleus	4	28,03	36,00	52 465,37	1 739 829	401 467	2 141 296
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	64,86		121 012,05	3 722 456	858 960	4 581 416
Élus	9	5,00			93 397	29 869	123 266
	10	69,86			3 815 853	888 829	4 704 682

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	23 316				23 316
Réseau de distribution de l'eau potable	13		573 604	869 096		1 442 700
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	6 656				6 656
Autres	16	187 729				187 729
	17	217 701	573 604	869 096		1 660 401

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	154 645	176 311
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	154 645	176 311
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	154 644	146 203
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	154 644	158 246
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	309 288	304 449
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	10 771	10 183
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	10 771	10 183
Réseau d'électricité	40		
	41	474 704	490 943

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	55 867	16 458
Conseillère 1	11 243	4 154
Conseillère 2	1 216	608
Conseillère 3	9 561	4 781
Conseillère 4	9 561	4 781
Conseillère 5	9 561	4 781

Note

4 sièges mais 5 conseillères rémunères car un a été replacé - élections 2017

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 [ ]	2 [X]	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 [ ]	4 [X]	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 [X]	6 [ ]	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 [ ]	8 [X]	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 [ ]	10 [X]	11 [ ]
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 [ ]	13 [X]	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 [ ]	15 [X]	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16 1 500 000 $		
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 [ ]	18 [X]	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19 $		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		**OUI**	**NON**
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 / 21	☐	X
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2017	22	_____ $	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ $	
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 / 25	☐	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ $	
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 / 28	☐	X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	29	_____ $	
b) autres formes d'aide	30	_____ $	
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....	
Facteur comparatif de 2017	32	.....	
Valeur uniformisée	33	_____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET — 34 ____ $

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 35 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 36 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 37 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 38 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 39 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 40 ____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 312 477
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	13 312 477
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- CMM	14	103 680
- Consomation d'eau	15	447 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	550 680
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	550 680
	26	13 863 157

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	475
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	474
	5	949
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	8 206
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	252 500
	9	260 706
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	261 655
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	261 655

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

			Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3					
Taxe foncière générale (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	930 231 940	x	5	1,2725 /100$	6	11 837 201				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	12 129 350	x	8	1,2725 /100$	9	154 346				
Immeubles non résidentiels	10	39 271 500	x	11	3,2627 /100$	12	1 281 311				
Immeubles industriels	13		x	14	/100$	15					
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18					
Autres	19	1 556 670	x	20	2,5451 /100$	21	39 619				
Immeubles agricoles	22		x	23	/100$	24					
Total						25	13 312 477	26 ( )	27 ( )	28	29 13 312 477
Taxes spéciales											
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32					
Service de la dette (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38					
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41					
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44					
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47					
Autres	48		x	49	/100$	50					
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53					
Total						54		55 ( )	56 ( )	57	58

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58
	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60 %		61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	,$
Égout	2	,$
Eau et égout	3	,$
Traitement des eaux usées	4	,$
Matières résiduelles	5	,$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
CMM	0,0105	1	
Consomation d'eau	29,3000	7	du 1000 pied cubes

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	13 863 157
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	781 727
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	13 081 430

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE

11 983 189 460

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 3305 /100 $

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 281 311			39 619	154 346	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 281 311			39 619	154 346	

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 837 201			13 312 477
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	550 680			550 680
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	12 387 881			13 863 157

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		OUI	NON	S.O.
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
	- Pour la taxe foncière générale	1 X	2	
	- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 X	4	5
	b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6	7 X	8
	- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9	10 X	11
	- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
	d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
	- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	13 X	14
	- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	16 X	17
	- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	19 X	20
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 X	
3.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	24 X	
	Si oui, indiquer le montant.	25	$	
4.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$	
5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	14 319 339 $	
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	984 107 $	
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	519 600 $	
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse: 50 WESTMINSTER SUD
(no) (rue)
MONTREAL-OUEST — H4X 1Y7
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone: (514) 485-8125
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: info@montreal-west.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom: VALENTINA MARIA TODORAN, CPA CGA
Téléphone: (415) 485-8949
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: vtodoran@montreal-west.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom: DANIEL TETREAULT, CPA auditeur CA
Titre: CPA auditeur CA
Adresse: 122 6e avenue Ouest
(no) (rue)
Amos — J9T 3Z3
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone: (819) 727-1098
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (819) 727-5898
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: daniel.ca@live.fr
Responsable du dossier: Daniel Tétreault

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom
Titre
Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Valentina Maria Todoran , atteste que le rapport financier

de Montréal-Ouest pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,

a été déposé à la séance du conseil du 2018-04-30 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Ouest .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Ouest consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Ouest détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 686 370 $.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,3102 $.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-29 10:03:27

Date de transmission au Ministère : 2018/05/01